De l'analyse des marchés de la Construction Durable (performance énergétique et qualité environnementale) au diagnostic de la montée en compétence dans les métiers du Bâtiment et des ENR à l'horizon 2014

Synthèse

Avril 2011

I. Bâtiment : chiffres clefs territoire …

Pour les 5 territoires de MDE étudiés, le bâtiment est un secteur qui n'est pas fortement représenté. En effet, la part du BTP est en-deçà de celle de la région (Nord 8,3%, Pas de Calais 9,5%). Cependant, le territoire de la MDE de Lens-Liévin-Hénin-Carvin se démarque avec une situation plus favorable (9,2% pour le BTP). La part du bâtiment dans l'ensemble de l'économie régionale est inférieure à celle observée au niveau national (11,1%).

Depuis le dernier recensement de 1999, la population de ces 5 territoires connait une baisse, contrairement au département (+0,4%) et la région (+0,7%), une exception pour le territoire de la MDEF du Calaisis qui connaît une augmentation de +2,3% (notamment sur les communes de moins de 2 000 habitants).

Avec une moyenne d'âge de 37,6 ans, la région Nord Pas de Calais a une moyenne d'âge plus faible que celle de la France métropolitaine (39,7 ans). L'indice de jeunesse est quant à lui supérieur pour les 5 MDE par rapport aux autres régions.

Un parc de logements très typé : Avec une proportion forte de logements principaux de plus de 35 ans (supérieur à la fois par rapport au département, la région mais également la France métropolitaine pour le territoire des 5 MDE), de propriétaires occupants et de logements individuels, la typologie du parc de logements sur ces 5 territoires semble un atout pour les entreprises locales de Bâtiment dans l'optique de rénovation et d'entretien du parc.

Un contexte de précarité énergétique complexe : Avec plus de 55% des foyers non imposés, les territoires des 5 MDE affichent plus de 10 points par rapport à la France métropolitaine. A cela s'ajoute un parc de logements anciens important, l'ensemble de ces éléments crée des conditions de vulnérabilité face à la précarité énergétique importante pour une partie des ménages vivant sur ces territoires.

II. Les marchés du Bâtiment et ENR…

Le secteur du Bâtiment a été touché par la crise dès 2008. Elle n'a pas épargné les entreprises des 5 territoires. De manière générale sur l'ensemble des 5 territoires, les mises en chantier de logements reprennent en 2010, comme pour le reste du département, avec une hausse importante de logements collectifs. Légère baisse des mises en chantier de locaux sur l'ensemble des territoires des 5 MDE excepté pour le territoire de la MDE de Nord Avesnois qui connaît une hausse de + 58,6% avec ¾ des chantiers commencés dans le secteur de l'enseignement et de la recherche.

III. L'impact sur l'emploi Bâtiment et ENR…

Avec une moyenne de 38,3 ans, les salariés des entreprises de Bâtiments localisées sur les 5 territoires sont légèrement plus âgés qu'au niveau régional, départemental et national. Avec un taux d'encadrement légèrement inférieur, et une moyenne d'âge supérieur au niveau national, il va falloir préparer le renouvellement de l'encadrement et mettre l'accent sur l'adaptation aux nouvelles compétences liées à la performance énergétique et aux ENR, aidé en cela par un bon niveau de qualification des ouvriers.

On observe que l'intérim connait de plus fortes variations saisonnières dans le département et dans la région que dans l'ensemble de la France. Au 31 août 2009, on observe sur les 5 territoires des MDE une évolution importante des DEFM (Demandeurs d'emplois en Fin de Mois). La croissance du nombre de DEFM issus des entreprises de la construction est notamment supérieure à la croissance des DEFM tous secteurs d'activités confondus.

Toujours à la même date, on recense un nombre, de demandeurs d'emploi recherchant un métier du BTP, supérieur au département avec environ 25 à 30% d'entre eux âgés de moins de 25 ans.

IV. Diagnostic de l'offre actuelle de formation Bâtiment en lien avec le Grenelle de l'environnement

La formation initiale : En 2008-2009, on a recensé 4 505 jeunes en formation initiale Bâtiment sur les territoires des 5 MDE, soit 30,4% du Nord-Pas de Calais. La formation par la voie scolaire prédomine avec 10 709 jeunes (72,45%). En moyenne 11 groupes de spécialités, contre 19 au plan régional, sont représentés sur les 5 territoires des MDE. On a formé majoritairement des électriciens, des menuisiers et des maçons. C'est le territoire de la MDE de Lens-Liévin-Hénin-Carvin qui regroupe le plus de structures de formation, 10 sur les 36 recensés dans le Pas de Calais, proposant ainsi l'ensemble des niveaux de formations. Le niveau III (soit le BTS)est uniquement représenté sur le territoire de la MDE de Lens-Liévin-Hénin-Carvin. On observe que l'offre de formation est majoritairement tournée vers l'acquisition de savoir faire de base et renvoie ainsi à la question des poursuites d'études éventuelles. Toutefois, la réforme de la carte scolaire impliquant l'essor des Bac

pro et la disparition des BEP pourrait, à court terme, écorner l'hégémonie des niveaux V (CAP, BEP, MC) au profit des niveaux IV (BP, BT, BTN, TH, BAC PRO).

La part des apprentis (27,54%) sur les 5 territoires des MDE s'inscrit, à une exception près pour la MDE de Valenciennes Métropole qui a une part de 58% d'apprentis, nettement en deçà de celle observée sur le Pas de Calais (26%), sur la région (28%) et plus encore sur la France (48%). De façon générale, le Nord – Pas de Calais se classe en dernière position des régions françaises au regard de la part de l'apprentissage. Cette sous-représentation doit toutefois s'atténuer avec l'arrivée de l'antenne BTP CFA.

La formation continue pour les entreprises de moins de 10 salariés : En 2009, sur la région prédominent les formations obligatoires ou relevant de l'évolution réglementaire. Ainsi 15,4% des stagiaires sont formés sur les Certificats d'Aptitude à la Conduite En Sécurité d'engins de chantier et de levage (311 Caces).

La formation continue pour les entreprises de plus de 10 salariés : (les données sont régionales)

11 757 stagiaires ont suivi une formation en 2009 sur le Nord Pas de Calais, c'est 5,4% de plus que la moyenne des 4 dernières années. 65% des formés sont des ouvriers, issus à 24% des entreprises de plus de 500 salariés. Le dispositif de formation continue évolue régulièrement pour répondre aux nouveaux besoins des entreprises, notamment en proposant des formations en lien avec les ENR. Au cours de l'enquête qui a été réalisée auprès des entreprises, environ 40 à 50% d'entre elles ont déclaré s'être formées ou allant se former aux ENR.

Les contrats de professionnalisation (420 en 2009) connaissent un deuxième exercice de baisse. Ils restent majoritairement dédiés aux jeunes (355, soit 85%). Ils concernent à 31,7% le Gros Œuvre.

Le dispositif FEEBAT : Il est insuffisamment mobilisé sur les 5 territoires de même que dans le Nord-Pas de Calais (2,35% des formés France entière pour une population représentant 6,5% du total national). Une phase de reprise de la demande semble s'amorcer en fin d'exercice 2010.

V. Conclusion : La relation Marché / Emploi / Formation: Prévision à l'horizon 2014 sur le territoire

Sur les 5 territoires étudiés, les prévisions à horizon 2014 reposent sur :

• une évolution de l'activité Bâtiment très modérée sur l'ensemble des 5 territoires étudiés, notamment en terme de construction neuve ;

• Un potentiel de travaux de rénovation énergétique important sur les 5 territoires. L'estimation du potentiel de travaux énergétique demande un temps de retour sur investissement brut de plus de 10 ans. Ce temps long est contrebalancé par le parc de logements des 5 territoires, majoritairement ancien et individuel, favorisant ainsi la mise en place de chantier de rénovation et appuyé par l'enjeu de rénovation qui est soutenu et encadré par la nouvelle réglementation du Grenelle de l'environnement.

• et enfin, une progression de la part de la performance énergétique et de la qualité environnementale dans le chiffre d'affaires Bâtiment sur les 5 territoires (près de 49% du chiffre d'affaires du Bâtiment). On peut rappeler que dans la construction neuve, les objectifs Bâtiment Grenelle prévoient que tous les nouveaux bâtiments seront « basse consommation » en 2012. Poussé par ces objectifs, le chiffre d'affaires construction neuve à performance énergétique et qualité environnementale devrait doubler entre 2010 et 2014.

De même pour les 5 territoires, sur le marché des travaux liés à la rénovation énergétique du parc de logements existants, l'isolation des parois opaques tant intérieures qu'extérieures apparaît comme un marché dominant au même titre que le remplacement des menuiseries extérieures.

En ce qui concerne les équipements ENR, les pompes à chaleur restent le principal marché en 2014, devant le bois. Quant aux marchés du photovoltaïque et du solaire thermique (part très faible en 1999), ils connaitront des progressions.

Les volontés de développement des marchés : vue d'ensemble

La quasi-totalité des entreprises de Bâtiment des 5 territoires souhaitent développer leur activité sur au moins une filière liée à la performance énergétique et qualité environnementale : se situant entre 97% pour la MDEF du Calaisis à 86% pour la MDE de Valenciennes Métropole, des entreprises avec salarié(s).

On retrouve une forte volonté de développement technique des entreprises qui se portent sur la rupture des ponts thermiques, l'isolation par l'extérieur, l'étanchéité à l'air.

De même pour les 5 territoires c'est la réglementation thermique qui est celle sur laquelle les volontés de développement sont les plus fortes, loin devant la réglementation incendie et celle sur l'accessibilité.

Sur des domaines plus transversaux, ce sont la gestion, tri et recyclage des déchets de chantier, les dispositifs d'aide aux travaux (crédit d'impôt, éco-PTZ, éco-subventions, …), la coordination de chantier, l'informatique & utilisation d'internet qui devraient se développer à horizon 2014, à condition que les entreprises se forment.

Le développement des marchés, quelle que soit l'activité de l'entreprise, on constate que sur les 5 territoires les volontés de développement des marchés se rejoignent, à savoir pour :

Les entreprises de Gros œuvre ont de fortes volontés de développement sur les marchés de mise en œuvre de matériaux du gros œuvre de type brique mono mur, béton cellulaire, … et sur ceux de l'isolation par l'extérieur.

Les entreprises d'électricité, de plomberie et de chauffage s'accordent quant à elles sur un développement reposant sur la ventilation, les panneaux photovoltaïques

Les entreprises de bois souhaitent s'engager davantage sur les marchés de l'ossature bois, poteaux poutres, et sur ceux des vitrages à isolation renforcée.

En ce qui concerne les entreprises d'aménagement finition – Métal, le développement se porte sur la rupture de ponts thermiques ou la mise en œuvre de peintures, de colles, solvants à la chaux, caséine, puis sur les vitrages à isolation renforcée.

L'impact sur les besoins en emploi à l'horizon 2014

Pour l'ensemble des 5 territoires, le développement des filières performance énergétique et qualité environnementale impactent positivement les différents métiers en termes d'effectifs. De 2009 à 2014 le nombre d'emplois, Equivalent Temps Plein, se trouvera multiplié en moyenne par 2,9 (soit au plus haut par 3,4 pour la MDE de Valenciennes Métropole et par 2,4 au plus bas pour la MDE de la région dunkerquoise).

Les maçons restent les plus représentés sur ces marchés en 2014, suivent les électriciens, les peintres soliers et les plombiers chauffagistes.

En ce qui concerne la rénovation énergétique des logements, c'est près de 1320 emplois qui seront concernés en 2014 par la performance énergétique et qualité environnementale (soit une moyenne de 264 équivalents temps plein par MDE dont 700 pour la MDE de Lens-Liévin-Hénin-Carvin et 70 pour la MDE de Nord Avesnois).

Les besoins en formation liés à la performance énergétique et à la qualité environnementale à horizon 2014

Les besoins en formation liés à la performance énergétique et à la qualité environnementale ne peuvent pas être identifiés indépendamment de l'évolution probable des marchés et des compétences d'ores et déjà maîtrisées. Les enjeux de formation se trouvent donc au croisement des volontés de développement des entreprises et de leur besoin de formation sur ces filières.

Une volonté forte de développement des compétences sur 3 filières techniques

On retrouve sur les 5 territoires étudiés les mêmes filières présentant des enjeux en terme de formation auprès des entreprises soucieuses de se développer sur la base d'une élévation des compétences techniques concernant l'isolation par l'extérieur, la rupture des ponts thermiques et l'étanchéité à l'air.

Une volonté forte de développement des compétences sur les filières transversales

On peut noter une certaine similitude dans les souhaits formulés par les entreprises de bâtiment situées sur les 5 territoires ; elles souhaitent davantage développer leur activité avec l'appui des dispositifs d'aide aux travaux, l'appui de la gestion, du tri et du recyclage des déchets de chantier ; ainsi que l'approche globale des travaux de rénovation.

CER Cellule Economique Régionale pour la Construction et l'Aménagement Nord – Pas de Calais
44 rue de Tournai
BP 259
59019 Lille cedex
Tél : 06 72 24 10 11
Courriel : Dre-nord-pdc.cer5962@i-carre.net
Cer5962@orange.fr

Projet mené en partenariat avec l'ALLIANCE VILLES EMPLOI, les Maisons de l'Emploi et l'ADEME, leur soutien financier et l'appui méthodologique de l'ALLIANCE VILLES EMPLOI et de l'ADEME